COMMUNE de CORME-ROYAL

(Charente-Maritime)

PROCES-VERBAL

Séance du Conseil Municipal du 14 janvier 2025

2025-01

L'an deux mil vingt-cinq, le quatorze janvier à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, au lieu ordinaire des séances, sous la présidence de Monsieur Alain MARGAT, le Maire.

Date de convocation : 8 Janvier 2025

Présents : Alain MARGAT, Alain DAVIAUD, Régis COMBEAU, Maurice PELAUD, Gwendoline GASTIEN, Dominique HERVAUD, Brigitte MANSON, Jean-Marie REINE, Jean-Claude MAURIN, Jacqueline BABIN, Sylvie BARDEY, Philippe ROUSTEAU, Laurence ORMAUX,

Absents excusés :

Marie-Line RAMACKERS qui donne son pouvoir à Alain MARGAT

Krystel LEPLUMEY qui donne pouvoir à Régis COMBEAU

Jean-Luc LAVOIE qui donne pouvoir à Jean-Claude MAURIN

Hugues VIAUD qui donne pouvoir à Alain DAVIAUD

Absents :

Nathalie BRIN

Tatiana GOMBEAU

Secrétaire de séance : Jean-Claude MAURIN est élu secrétaire de séance.

Ordre du jour :

- 1) Approbation du procès-verbal du 17 Décembre 2024
- 2) Rapport d'observations définitives – Chambre Régionale des Comptes – Saintes Grandes Rives l'Agglo
- 3) Aménagement de sécurité – Les Croix Blanches
- 4) Questions diverses

Monsieur le Maire ouvre la séance à Vingt heures et cinq minutes constate que le quorum est atteint.

Conformément à l'article L.2121.15 du Code Général et des Collectivités Territoriales, il est procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du conseil municipal. Jean-Claude MAURIN est désigné pour remplir cette fonction qu'il accepte.

Monsieur le Maire propose de rajouter à l'ordre du jour du Conseil Municipal le point : « Création de poste pour accroissement temporaire d'activité » Ce rajout de point est approuvé à l'unanimité.

1. Approbation du procès-verbal du Conseil Municipal du 17 Décembre 2024

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal du Conseil Municipal du 17 Décembre 2024.

2. Rapport d'observations définitives – Chambre Régionale des Comptes – Saintes Grandes Rives l'Agglo

Le Maire fait lecture de la délibération du Conseil Communautaire de Saintes Grandes Rives l'Agglo concernant l'approbation du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes de la Nouvelle Aquitaine et souligne le rapport réalisé par Monsieur Bruno DRAPON, soit :

« (...) Le rapport d'observations définitives de la CRC Nouvelle Aquitaine ci-joint résultant de ce contrôle de gestion a été notifié à Saintes-Grandes Rives l'Agglo, par courrier du 19 Novembre 2024, et s'articule autour de 8 items :

- 1) La présentation de la Communauté d'Agglomération
- 2) La gouvernance
- 3) Les modalités d'exercice des compétences
- 4) La stratégie territoriale
- 5) La présentation et la fiabilité des comptes
- 6) L'analyse financière
- 7) Les ressources humaines

8) La commande publique (...) »

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, prend acte du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes.

3. Aménagement de sécurité – Les Croix Blanches

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Commune de Corme-Royal a sollicité le Département pour l'aménagement d'un arrêt de bus normé au lieu-dit « Les Croix Blanches » et en milieu d'agglomération pour inciter les automobilistes à réduire leur vitesse. En effet, le Maire rappelle au Conseil Municipal que, lors du Conseil Municipal du 18 Juin 2024, des problématiques ont été soulevées concernant la dangerosité de la Route Départementale n°142 traversant le village les Croix Blanches.

Afin d'aménager la zone susnommée, une analyse de la situation actuelle a été réalisée. Celle-ci recense le nombre de véhicules passant sur cet axe, mais aussi les éléments concernant l'éclairage public, les réseaux téléphoniques, l'environnement, la végétalisation, l'aspect et la matière de la voie ainsi que les différents réseaux.

Les travaux d'aménagement ont pour objet de réaménager l'entrée Est d'agglomération du village « Les Croix Blanches », en sécurisant les cheminements et les carrefours avec les rues adjacentes.

Les objectifs de la municipalité sont :

- Aménager un arrêt de bus intégré dans une chicane de type écluse,
- Sécuriser les traversées piétonnes et particulièrement les enfants devant prendre le bus scolaire rue « Les Croix Blanches »,
- Inciter les automobilistes à réduire leur vitesse,
- Améliorer la sécurité des piétons et mise en accessibilité en aménageant des cheminements,
- Assurer le bon écoulement des eaux pluviales.

Les coûts de l'opération sont appliqués comme suit :

OPÉRATION	MONTANT
Estimation des études :	
Diagnostic – DPC	1 000.00 € HT
Avant-projet	3 500.00 € HT
Projet détaillé	4 000.00 € HT
Assistance Contrat de Travaux	1 500.00 € HT
Lever topographique	1 001.16 € HT
Investigations géotechniques :	1 000.00 € HT
Investigation pour la coordination sécurité (marchés départementaux)	600.00 € HT
Montant total des études de	12 601.16€ HT
Estimation des travaux	
Travaux de voirie y compris signalisations	50 000.00 € HT
Suivi de travaux et coordination sécurité (réalisation)	7 200.00 € HT
Montant total des travaux	57 200.00 € HT
TOTAL	69 801.16 € HT

Conformément à la délibération n°114 du 28 Juin 2024 de l'Assemblée Départementale relative aux participations communales pour les aménagements de traverses d'agglomération, la participation financière de la commune de Corme-Royal est fixée à **65%** du montant global de l'opération études et travaux soit **45 370.75 € HT** (quarante-cinq trois cent soixante-dix Euros hors taxe). La prise en charge départementale sera donc de 35% soit **24 430.41€** (vingt-quatre mille quatre cent trente Euros et quarante-et-un centimes).

Afin de réaliser ces opérations, une convention devra être signée avec le Conseil Départemental de la Charente-Maritime.

Où l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Accepte d'effectuer l'étude pour cet aménagement de sécurité situé Les Croix Blanches
- Autorise le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document se référant à cette affaire,
- Autorise la dépense de **45 370.75 € HT** (quarante-cinq trois cent soixante-dix Euros hors taxe) correspondant à **65%** du montant global de l'opération études et travaux.

La dépense sera inscrite au budget 2025.

4. Création de poste – Accroissement temporaire d'activité.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment l'article 3-1 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet, le cas échéant ;

Vu le budget de la collectivité ;

Vu le tableau actuel des effectifs de la collectivité ;

Vu le contrat Parcours Emploi Compétence (PEC) non renouvelé pour l'agent actuel en charge des titres d'identité,

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal qu'il est nécessaire, dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité, de venir en renfort de l'équipe administrative.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer (gestion du dispositif de recueil des titres d'identité, renfort à l'accueil), il propose au Conseil Municipal de créer, à compter du **2 Février 2025** jusqu'au **1^{er} mai 2025**, un emploi non permanent sur le grade d'Adjoint Administratif Territorial dont la durée totale de service hebdomadaire sera de 24 heures.

Le Maire précise qu'à l'issue de ces 3 mois, une réflexion pourra se faire sur la continuité du service des titres d'identité si cela doit coûter à la collectivité territoriale et si la fréquentation diminue.

Ouïe l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De créer un emploi non permanent relevant du grade d'Adjoint Administratif Territorial pour effectuer les missions suivantes : gestion des titres d'identité et renfort à l'accueil dans le cadre d'un accroissement d'activité pour une durée hebdomadaire de travail égale à 24 heures à compter du 2 Février 2025 jusqu'au 1er mai 2025.
- La rémunération sera fixée par référence à l'indice brut 368 indice majoré 367.

5. Questions diverses :

- a) Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, suite à l'épisode de sécheresse de 2022, la collectivité a effectué une demande de reconnaissance de catastrophe naturelle auprès de la Préfecture. L'arrêté ministériel du 21/07/2023 paru au Journal Officiel du 08/09/2023 a indiqué que la commune n'était pas reconnue en état de catastrophe naturelle. A ce titre, la commune a réalisé un recours administratif contre l'arrêté qui ne reconnaît pas l'état de catastrophe pour les mouvements de terrains en s'appuyant sur le fait que des communes avoisinantes ont été reconnues en état de catastrophe naturelle. La Préfecture de la Charente-Maritime indique, afin de justifier son refus, que l'intensité anormale de l'agent naturel à l'origine des dommages ne s'appuie pas sur l'importance des dégâts. Quant au fait que certaines communes limitrophes soient reconnues, cela s'appuie sur le fait que ces dernières sont couvertes par au moins une maille géographique qui satisfait le critère météorologique. Le Maire fait part au Conseil Municipal que le Tribunal Administratif peut être saisi.

De plus, Monsieur le Maire signale au Conseil Municipal que, suite aux orages de grêle du 17 au 18 juin et du 20 septembre 2024, la commune de Corme-Royal est reconnue éligible aux pertes de récoltes causées par ceux-ci. Les demandes d'indemnisations des agriculteurs devront être déposées du 13 Janvier 2025 au 14 Février 2025 à la Mairie. Une information écrite sera diffusée aux 19 élus.

- b) Monsieur le Maire alerte le Conseil Municipal sur la recrudescence des cyberattaques des collectivités. L'objectif étant de sensibiliser pour renforcer les mesures de protection.
- c) Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, lors du Concours de danse départemental de la Charente Maritime, 1 prix et 2 mentions ont été délivrés à des adolescentes domiciliées sur la commune de Corme-Royal. A ce titre, il souhaiterait évoquer leur réussite lors de la cérémonie des vœux et demande donc à Gwendoline GASTIEN si leur présence était possible.

- d) Le maire a entrepris les démarches afin d'installer un passage piéton Rue des Écoles à la sortie des Jardins de Dorine.
- e) Le maire informe que la commune dispose d'un vieux photocopieur qui n'est plus utilisé. Celui-ci est sorti de la maintenance depuis quelques temps. Il est donc proposé de le donner à une association telle que l'Amicale dans un premier temps.
- f) Le Maire signale au Conseil Municipal que la posture Vigipirate est maintenue jusqu'à nouvel ordre sur l'ensemble du territoire national au niveau Urgence Attentat. Des directives sont rappelées pour la sécurité des rassemblements, la sécurité des lieux de culte et centres de loisirs des établissements scolaires ainsi que la sécurité des transports collectifs et des bâtiments publics. Une diffusion sera faite aux associations, aux écoles, au centre de loisirs, aux agents et aux élus.
- g) Alain DAVIAUD informe le Conseil Municipal que le lamier sera passé le 6 et 7 février 2025 comme il était convenu.
- h) Sylvie BARDEY rappelle aux élus que les vœux du Maire ont lieu le 17 janvier 2025 et le repas des aînés le 18 janvier 2025. Des volontaires sont sollicités afin de faire le service pour le 18 janvier 2025 ; 16 personnes sont prévues pour le service des 150 personnes qui seront présentes au repas.
- i) Laurence ORMAUX signale qu'une personne roule à très vive allure au niveau de la Grande Forêt et du centre bourg le matin. Une vigilance devra être apportée.
- j) Brigitte MANSON et Jean-Marie REINE rendent compte de la commission tourisme. Il a été conclu que la manifestation du cinéma Plein Air serait organisée sur la commune de Corme-Royal le 29 août 2025.
- k) Philippe ROUSTEAU signale au Conseil Municipal que le bois des barrières situées au niveau de du Lotissement le Bois Forat (accès par le chemin qui longe la cour de l'école maternelle et primaire) est pourri. Il serait donc nécessaire de le remplacer. De plus, les échelles en bois de la salle polyvalente ont été retirées, il aurait été préférable que le club de gym ait l'information. Régis COMBEAU répond alors que le club de tennis a contacté le club de gym afin de les informer de la situation. Les échelles en bois ont été réinstallées à un endroit différent. Philippe ROUSTEAU demande où en sont les réparations de la balayeuse. Le maire informe qu'elle est toujours au garage et précise que les dépenses liées à ces réparations deviennent très élevées. Pour finir, celui-ci demande quelles seront les conséquences concernant les effectifs des services techniques en matière de personnel suite au nouveau recrutement, le Maire répond que l'effectif restera inchangé.
- l) Régis COMBEAU informe le Conseil Municipal que la société ROYAL ELEC est venue à la salle polyvalente pour le disjoncteur du chauffe-eau. Ce dernier est aujourd'hui réparé, la panne était mineure. Une formation sécurité est organisée mercredi 15 janvier 2025 à 14h00 à la mairie par la société EUROFEU dans le cadre de la commission de sécurité. Il semblerait que deux extincteurs aient été vus à l'extérieur.

Séance levée à 21H30

Le Secrétaire de séance,

Jean-Claude MAURIN

Le Maire,

Alain MARGAT